



www.reseauomade.be

Compte-rendu Intervision Réseau Nomade - CFS - 25/04/2024, rue de la victoire 26, 1060 Bruxelles

Thématique d'avril 2024:

Participation : permettre ou non un changement social, à quelle échelle ?

De janvier à juin 2024, le Réseau Nomade et le CFS s'associent pour proposer un cycle de six journées autour de l'approche participative citoyenne, à raison d'une journée par mois (9h30-15h30). Ces rencontres sont soutenues méthodologiquement par le CREBIS.

Concrètement, ces journées sont structurées en deux temps. Le 1er temps en matinée, un moment plus formel axé autour d'un-e expert-e-s (académique, de terrain, politique) et en après-midi, un 2e temps pendant lequel nous proposons des interventions pour échanger au sujet de nos projets participatifs. En matinée, nous devons recevoir Alain Leduc, ancien parlementaire à la région bxl-capitale et échevin à la commune de Saint-Gilles. Il est actuellement Président de l'Université populaire de Bruxelles, et Coordinateur du Bureau d'étude des Sans-Papiers. Malheureusement, en raison de problèmes de santé, cette rencontre est reportée.

En deuxième temps, nous avons tout de même proposé une intervention au sujet de la possibilité et des difficultés pour permettre d'associer la participation à un réel changement social, en interrogeant les potentielles échelles de ces changements.

La thématique : permettre ou non un changement social

Participer est généralement associé à un acte démocratique permettant aux citoyennes et citoyens de prendre le rôle de réformateurs sociaux, luttant pour leur reconnaissance, avec comme objectif et conséquence une modification durable de rapports sociaux jusque-là asymétriques.

Mais qu'en est-il concrètement ? Comment faire ? Quelles sont les entraves à cet idéal ?

Lors de cette rencontre, nous avons cherché à interroger la dimension « politique » de la participation, attentif au fait que cette dimension ne va pas de soi, et n'est pas toujours là où on l'attend.

Concrètement, nous avons interrogé les pratiques respectives quant à cet exercice, les difficultés rencontrées quant à cet idéal, ou les opportunités permettant de le concrétiser. Insistons, ce changement ne sera pas toujours associé au « monde politique », et les expériences professionnelles nous permettent d'élargir la question du « rapport de force », en traitant peut-être avec une symbolique moins guerrière les forces qui se constituent au sein de ces espaces de participation.



www.reseاونomade.be

En lien avec la question de la posture inconfortable traitée en mars, nous avons donc abordé les expériences professionnelles respectives au regard des freins et/ou facilitateurs aux changements sociaux promis par la participation.

Entre foi et désillusion : ni trop, ni trop peu

En guise d'introduction, j'évoque une intervention faite par un professionnel du secteur associatif du logement m'ayant marqué lors d'une rencontre scientifique récente. Celui-ci était très remonté contre les projets participatifs et allait jusqu'à proposer de militer « contre la participation ». Ses raisons étaient qu'il n'osait pas inviter les bénéficiaires à participer, car il savait pertinemment que rien ne serait fait de ce projet participatif. Tellement habitué à ce que les projets qu'il qualifiait d'institutionnel n'aboutissent qu'à rien, il proposait donc de les boycotter. Il identifiait toutefois une série de projets plus informels dans lesquels des choses se jouaient, à plus petite échelle que celle souhaitée par ses pouvoirs subsidiaires.

J'évoque également une autre limite vécue dans le cadre d'un projet auquel je prends part. Je participe de fait à des réunions liées à la restructuration d'un projet de recherche collaboratif, qui pour correspondre au cadre juridique français, doit évoluer d'une coordination (CA) collégiale à une coordination nominale. Ce que j'ai pu observer à cet égard c'est que la volonté de rendre tout ce processus participatif entrave au moins la rapidité du processus de recherche participatif, mis de côté pour répondre aux questionnements administratifs de plus en plus complexe. J'ai réalisé une expérience

similaire dans le cadre d'une recherche collaborative, au sein de laquelle l'exercice collaboratif d'identification de thèmes à discuter se solde par un pas en arrière dans le dispositif. Deux thématiques donc pour introduire la discussion, l'une liée à une absence de débouché au processus participatif, l'autre à une difficulté à avancer en lien avec la volonté de tout rendre participatif. Voilà qui lance nos échanges au sujet la possibilité pour les dispositifs de générer un réel changement social.

Synthèse : Les défis de la participation

En synthétisant nos échanges, nous avons identifié une série de défis pour permettre à la participation d'être accompagnée d'un réel changement social. En lien avec la discussion, nous avons préféré le terme « défis » plutôt que « difficultés », plus porte vers la construction d'une alternative.

Le premier défi identifié est celui de faire tenir un commun, malgré la diversité. L'identification à l'avance d'un commun, par un pouvoir subsidiaire par exemple, peut complexifier cette tâche. Il importe de se mettre d'accord sur le sens des mots utilisés ; pour parler de la même chose lorsqu'on les utilise, et avoir en tête les mêmes réalités de travail. Autre élément, en lien avec ce défi, la nécessité de définir une marge de manœuvre réaliste (entre bénéficiaire, institution et travailleur). Cela implique une forme de transparence, notamment de la part du travailleur ou de la travailleuse, ce qui n'est pas toujours évident.

Deuxième défi : mettre en évidence la plus-value du collectif. Arriver à illustrer qu'un travail collaboratif est peut-être plus complexe à mettre en place, mais qu'il a des effets positifs plus importants qu'un travail individuel.

Le troisième enjeu est méthodologique. Il est lié à la



www.reseاونomade.be

pertinence de rendre ludique une activité qui peut parfois sembler lourde, ou chargée émotionnellement. « Rire de chose sérieuse » est une expression partagée pour définir ce besoin, revenant à rendre un peu de légèreté dans des thématiques lourdes, quand c'est possible.

Quatrièmement, permettre des marges d'adaptation de la mission participative. Il faut pouvoir oser ce point envers les pouvoirs subsidiant. Insister sur la nécessaire malléabilité d'un projet participatif, qui doit pouvoir se façonner au gré des besoins des participant-e-s, s'il veut être participatif. A défaut, il faut pouvoir se donner un peu de marge avec l'institution et ses missions, quitte à être dans le bricolage institutionnel.

Cinquièmement, le défi est lié au retour de participation qui échappent parfois aux personnes engagées dans les processus participatifs. Les contributions et leur circulation doivent être encadrées et liées aux personnes contribuant afin d'éviter toute récupération (ce que l'on appelle l'extractivisme¹ dans le champ de la recherche collaborative, ou ce que le syndicat des IMMENSES dénonce par les termes « chair à colloque » ou « chair à subside »²

Enfin, en sixième et dernier lieu, il importe de réfléchir à la dynamique du processus participatif. Par-là, nous voulons dire qu'il lui faut un début et une fin, qu'un cycle soit clair pour que les gens perçoivent les avancées, mais aussi pour pouvoir revenir réflexivement sur des cycles passées.

Chacun de ces défis constitue une piste de travail pour permettre à la participation de réaliser la mission qui lui est souvent attribuée : celle de permettre à des acteurs et actrices en marge de revendiquer et récupérer une forme de pouvoir sur leurs propres vies, et ce, à des échelles allant de sa santé ou de son logement à un systèmes de santé et la planification urbaine.

¹ « Processus par lequel certains de leurs témoignages et savoirs expérientiels sont décontextualisés des écosystèmes complexes dans lesquels ils sont énoncés et élaborés, pour être mis en forme et incorporés dans d'autres contextes (ici, les institutions sociosanitaires)

où ils sont mobilisés au service de finalités éloignées, voire contraires à celles qui président à leur énonciation et leurs contextes de production » (Godrie, 2021).

² Voir l'ouvrage « Politique et Immensité » (2022)